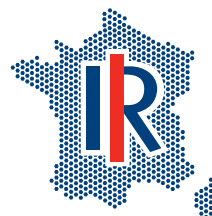


CONVENTION ÉCOLE ET JEUNES

AVRIL 2021



CONVENTION
des républicains

SOMMAIRE

LES CONSTATS	7
RÉSULTATS DU QUESTIONNAIRE DE LA CONVENTION « ECOLE ET JEUNES »	12
NOS PROPOSITIONS	14
REBÂTIR L'ÉCOLE RÉPUBLICAINE	15
Recentrer l'école sur l'enseignement des fondamentaux	15
Garantir la sécurité et lutter contre les atteintes à la laïcité dans les établissements scolaires	17
Gérer l'école au plus près des citoyens et donner les mêmes chances à tous les élèves	19
Revaloriser le métier des enseignants	21
MIEUX PRÉPARER LES JEUNES AU MONDE DU TRAVAIL	23
Renforcer le lien entre les établissements scolaires et le monde du travail	23
Développer l'apprentissage et l'alternance	25
Réformer l'enseignement supérieur	27
Lutter contre la précarité des jeunes et leur faciliter l'accès au travail	29



Convention ÉCOLE ET JEUNES

Avril 2021

La crise sanitaire et économique affecte particulièrement les plus jeunes de nos concitoyens, qui subissent de plein fouet précarité, isolement, détresse psychologique et difficultés à se projeter dans l'avenir. Elle impacte profondément le fonctionnement des écoles, des collèges et des lycées en mettant en exergue les failles structurelles de notre système éducatif, connues bien avant cette crise sanitaire inédite.

En effet la gravité de la crise que nous vivons ne doit pas masquer les écarts profonds entre les étudiants. La France dispose pourtant d'établissements d'enseignement supérieur reconnus parmi les meilleurs par les classements internationaux. Les formations des écoles d'ingénieurs françaises sont plébiscitées à l'étranger et les étudiants diplômés sont sollicités par les entreprises du CAC 40.

Mais ces exemples de réussite ne doivent pas cacher que l'école n'arrive plus à garantir le même niveau d'enseignement à tous nos enfants.

À un niveau scolaire préoccupant, qui place nos élèves de CM1 aux dernières places des classements européens pour la maîtrise des fondamentaux (français, mathématiques) s'ajoute une déliquescence de l'autorité engendrant indiscipline, incivilités et violences au sein de plusieurs établissements. Restaurer l'autorité des professeurs et renouer avec la transmission des fondamentaux, c'est le combat pour l'école que nous devons mener dans les années qui viennent. C'est le combat que mèneront les Républicains car notre famille politique a toujours privilégié la transmission, l'effort et le mérite.

Alors que les enseignants étaient sous la III^e République, au lendemain du vote des lois Ferry rendant l'école obligatoire et gratuite, considérés comme les fers de lance de la transmission des connaissances et de la citoyenneté, ils sont aujourd'hui dévalorisés, travaillent dans des conditions difficiles, parfois dans un contexte de violences et d'autocensure, avec une rémunération deux fois moins importante qu'en Allemagne.

Autre faille de notre système : l'orientation de nos enfants est en déroute : 60% des jeunes échouent en licence. Certaines voies, notamment la voie professionnelle, sont encore dévalorisées alors même que les jeunes qui font le choix de l'apprentissage sont moins touchés par le chômage (11%) contre 24% pour les élèves qui sont passés par un parcours scolaire traditionnel bac + 3 minimum.

Actuellement, le chômage des jeunes est plus important en France que dans les autres pays de l'UE : en 2020, un jeune actif sur cinq (22,5%) âgé de 20 à 24 ans est sans emploi contre un sur vingt en Allemagne (6%). C'est quatre fois plus qu'il y a quarante ans. Sur-tout, la plupart des emplois précaires sont occupés par des jeunes : 35 % des jeunes qui travaillent ont un contrat temporaire et ne parviennent pas à acquérir ensuite un emploi stable. Cette situation rend notre pays peu attractif pour les jeunes diplômés. Nous devrions considérer comme un signal d'alarme préoccupant que tant de jeunes cherchent à quitter la France lors de la recherche de leur premier emploi. Non seulement nous n'at-tirons plus les meilleurs étudiants du monde, mais nous vivons une véritable fuite des cer-veaux que notre pays doit endiguer.

Le gouvernement d'Emmanuel Macron prétend protéger nos jeunes mais n'a jamais posé une réflexion d'ensemble pour remédier à la crise de notre système éducatif qui nécessite une réforme en profondeur. Nous avons choisi de relever ces défis : chômage de masse chez les jeunes, violences et atteintes à la laïcité à l'école, baisse du niveau de maîtrise de fondamentaux... ils ne sont pas indépendants les uns des autres, il nous faut les affronter ensemble.

C'est de ce constat que nous sommes partis pour aboutir aux propositions présentées dans le cadre de cette convention.

Christian Jacob
Président des Républicains



LES CONSTATS

La crise de l'école

Niveau scolaire préoccupant : Selon les résultats du Programme international pour le suivi des acquis (PISA), le niveau scolaire en France est inquiétant : en 2019, la France est entre la 22^e et la 26^e position selon les disciplines étudiées, sur un ensemble de 79 pays. Par ailleurs, selon le dernier classement TIMSS, en date de 2019, les élèves français de CM1 et de 4^e sont les derniers de l'Union européenne en mathématiques et en sciences.

Effondrement de la maîtrise de notre langue : 7% de la population adulte est en situation d'illettrisme en 2018. En 25 ans, la France a perdu une classe en termes de niveau.

Faible niveau en anglais : selon une enquête du CNESCO (Centre national d'études des systèmes scolaires), à la fin de l'année de 3^e, 43% des élèves n'ont pas le niveau de compréhension d'anglais attendu et 75% n'ont pas le niveau d'expression attendu. D'ailleurs, les élèves français sont également très en dessous du niveau de leurs homologues européens : à 14 ans, le niveau des élèves des pays européens enregistré est de B2 quand le niveau des collégiens français n'est que de A2, C2 étant le niveau bilingue.

Inégalités scolaires : selon l'enquête PISA, la France est l'un des pays qui concentre le plus les difficultés scolaires au sein de certains établissements. Les adultes dont les parents sont diplômés de l'enseignement supérieur ont 14 fois plus de chances d'être également diplômés de l'enseignement supérieur que ceux dont les parents ont un niveau d'éducation moins élevé. Ce qui explique aussi le fait que la France est l'un des pays d'Europe où la mobilité sociale est la plus faible : dans une étude de juillet 2018, l'OCDE a estimé qu'il faut six générations aux enfants des familles modestes françaises (les 10% les moins riches) pour atteindre le revenu moyen. En outre, les élèves des classes populaires des départements ruraux ont moins de chances d'ascension sociale que ceux des zones urbaines.

Des programmes d'histoire abandonnant le récit national : aujourd'hui, les programmes d'histoire découlent d'arrêtés ministériels totalement désincarnés et sans une vision globale. Il faut que cette matière permette de créer chez les élèves un sentiment d'appartenance à une communauté nationale, en les dotant d'une histoire et d'une mémoire collective commune, et qu'elle joue un rôle essentiel pour former des citoyens capables de juger par eux-mêmes le monde dans lequel ils évoluent.

Des enseignants confrontés à des difficultés croissantes : augmentation des tâches administratives, salaires faibles, formation initiale ou continue inappropriée, contestation des enseignements de la part de certains élèves, effondrement de la discipline, insécurité et parfois violences dans l'enceinte scolaire jusqu'à une véritable peur d'exercer son métier dans les cas les plus graves, ont dégradé les conditions de vie matérielles et psychologiques des enseignants.

Un salaire faible : les enseignants certifiés sont payés 1787€ net en début de carrière, ce qui est dans la moyenne européenne mais 50% de moins qu'en Allemagne. Cet écart s'est aggravé entre 2010 et 2015.

L'effondrement de la discipline : selon la DEPP (Direction de l'évaluation de la prospective et de la performance du ministère de l'Éducation nationale), 442 incidents graves sont signalés chaque jour dans les collèges et les lycées. Selon l'enquête PISA, la France est l'un des trois pays (sur 79) où il y a le plus de problèmes de discipline pendant les cours : un élève sur deux fait état « de bruit et de désordre dans la plupart ou dans tous les cours ». Des milliers d'enseignants ont partagé leur expérience par le hashtag *#PasDeVague*, révélant de nombreux cas de violence passés sous silence.

L'accroissement des atteintes à la laïcité en milieu scolaire :

entre avril et juin 2019, il y a eu quelque 900 signalements pour atteintes à la laïcité en milieu scolaire (refus de dessiner des représentations humaines, refus pour de jeunes garçons de donner la main à des petites filles, pratique du ramadan de plus en plus jeune, refus d'aller à la piscine, refus des voyages scolaires...). Selon une enquête réalisée par l'IFOP publiée le 6 janvier 2021, 53% des professeurs du second degré ont déjà vu, dans leur établissement, des élèves contester un enseignement ou tenter de s'y soustraire au nom de la religion. Un chiffre en hausse de 7 points par rapport à une précédente enquête de 2018. Six enseignants sur dix (59%) ont déjà observé au moins une fois, dans leur établissement, une forme de séparatisme religieux plus ou moins grave.

Ces contestations s'expriment davantage dans les établissements situés dans le réseau d'éducation prioritaire (REP), avec une différence de 20 points par rapport aux autres établissements (34% contre 14%). 45% des lycéens musulmans interrogés par deux sociologues « ne condamnent pas totalement les auteurs des attentats » de *Charlie Hebdo* et de l'*Hyper Cacher* et 42% d'entre eux ne se sont pas sentis concernés par la minute de silence à la suite de ces attentats (Anne Muxel et Olivier Galland, *La Tentation radicale*, avril 2018).

Les atteintes à la laïcité ont atteint leur summum, en octobre 2020, avec l'assassinat de Samuel Paty qui a été un terrible révélateur de l'ampleur de la menace islamiste à laquelle l'école de la République est exposée. Par ailleurs, cet événement a mis en exergue le besoin de protection des enseignants dans leurs fonctions. Selon une enquête de l'IFOP de juin 2018, 53% des enseignants des réseaux d'éducation prioritaire reconnaissent s'être déjà auto-censurés dans leur enseignement afin d'éviter des incidents provoqués par certains élèves. **D'autre part les atteintes à la laïcité sont aussi le fait d'agissements de personnels de l'Éducation nationale (14% selon un rapport du Sénat en 2019).** Or, d'après le rapport d'Eric Diard « aucun moyen n'existe de suspendre ou écarter de ses fonctions un enseignant, au simple motif qu'il soit radicalisé. Pour cela, il faut trouver un motif connexe pour révoquer un fonctionnaire mais, à ce jour, un fichage au FSPRT (Fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste) n'est pas incompatible en soi avec la fonction d'enseignement auprès de mineurs. »

Les revendications religieuses et communautaristes atteignent également l'enseignement supérieur : dans certaines universités, les enseignants sont empêchés de faire cours ou de traiter certains auteurs. Ces situations menacent l'indépendance de l'enseignement et de la recherche, perturbent le travail des enseignants-chercheurs et entravent la formation d'une pensée autonome par l'acquisition d'un savoir objectif. Il n'existe aucun suivi du phénomène de radicalisation dans l'enseignement supérieur.

Les difficultés des jeunes à entrer dans le monde du travail

Le chômage des jeunes est plus important en France que dans les autres pays de l'UE : en 2020, un jeune actif sur cinq (22,5%) âgé de 20 à 24 ans est sans emploi contre un sur vingt en Allemagne (6%). C'est quatre fois plus qu'il y a quarante ans.

La France dépense plus pour l'enseignement supérieur que l'Allemagne (environ 10 000€ par étudiant en France contre 9 000€ en Allemagne ; soit 1,4% du PIB en France contre 1,2% du PIB en Allemagne) alors qu'elle compte trois fois plus de jeunes au chômage.

Plusieurs raisons expliquent cela :

L'inadéquation entre la formation délivrée dans l'enseignement supérieur et les besoins des entreprises : 77% des recruteurs, 62% des acteurs de l'éducation et 58% des jeunes pensent que le système éducatif prépare mal à une carrière professionnelle. Ce sentiment d'insuffisance des études est globalement croissant avec le niveau de diplôme car il existe un véritable fossé entre les apprentissages théoriques et la pratique. De l'autre côté, certaines entreprises notamment dans les secteurs de l'informatique, de l'électronique et de la mécanique ont du mal à recruter des jeunes.

L'insuffisance de l'orientation en France : 60% des jeunes en premier cycle universitaire changent d'orientation et 20% des étudiants entrés dans le supérieur sortent sans diplôme (environ 75 000 jeunes). 61% d'entre eux évoquent une mauvaise orientation au lycée où deux étudiants sur trois déclarent qu'ils auraient souhaité être davantage accompagnés dans leur orientation et plus de la moitié considèrent qu'ils ont dû choisir leur filière trop tôt. Ils regrettent que les établissements se soucient plus de la réussite au baccalauréat que de l'orientation et évoquent un manque de connaissance des enseignants du monde de l'entreprise. Les élèves n'ont pas assez de moyens d'information : la famille reste la première source d'informations des jeunes pour l'orientation.

La fuite des cerveaux : on dénombre 90 000 étudiants français partis à l'étranger sur la période 2011-2016. En cinq ans, l'Hexagone a enregistré une hausse de 50%. La France est au sixième rang mondial pour la « mobilité sortante » des jeunes étudiants et souvent ceux qui partent étudier à l'étranger s'y installent définitivement. Les départs se concentrent

essentiellement vers les pays francophones (Canada, Suisse). Selon la directrice de Campus France, ce phénomène est notamment lié à une accessibilité plus facile, à l'étranger, de certaines formations comme la médecine ou le paramédical. De plus, lors de la recherche du premier emploi beaucoup de jeunes diplômés quittent le territoire français : des secteurs importants, comme le numérique, sont très touchés : selon une étude menée par le Boston Consulting Group (BCG) et Cadre Emploi en 2019, 76% des « talents digitaux » souhaitent quitter la France.

La voie professionnelle est dévalorisée alors que les jeunes en apprentissage ont un taux d'employabilité supérieur aux jeunes diplômés des universités : d'après une étude du Céreq (Centre d'Etudes et de recherches sur les qualifications), les apprentis s'insèrent mieux sur le marché du travail que les diplômés de l'université (11% de chômage contre 24%) mais seuls 7% des 16-25 ans se tournent vers l'apprentissage, c'est-à-dire deux fois moins qu'en Allemagne (15%). De plus, la loi pour la liberté de son avenir professionnel de septembre 2019 a affaibli le rôle des régions dans la politique de l'apprentissage, déconnectant cette filière des besoins du territoire.

La précarité des jeunes est aggravée par la crise

La disparition de milliers de « jobs étudiants » en raison de la crise sanitaire et économique plonge de nombreux étudiants dans la plus extrême précarité. Selon l'Observatoire de la vie étudiante, 46% des étudiants doivent travailler pour financer leurs études, soit plus de 700 000 étudiants dont la moitié travaillent plus de six mois par an. Par ailleurs, la crise sanitaire a aggravé la détresse psychologique et le décrochage des jeunes : le taux de connexion aux cours à distance est passé de 70% à 30%.

Avant cette crise la précarité touchait déjà un grand nombre de jeunes : d'après une enquête de l'Insee publiée en décembre 2018, 20,8% des « élèves et étudiants » se situent sous le seuil de pauvreté (60% du niveau de vie médian), contre 12,8% de l'ensemble de la population. Selon une étude de l'institut CSA, un tiers des étudiants ont des problèmes de logement. Enfin, les jeunes occupent des emplois précaires : la moitié des 3,7 millions de personnes qui occupent un emploi précaire en France, soit 13,7% de l'emploi total, ont entre 15 et 29 ans. 35% des jeunes qui travaillent ont un contrat temporaire (CDD, intérim, apprentissage) et ne parviennent pas à acquérir ensuite un emploi stable.

Résultats du questionnaire de la convention « Ecole et jeunes »

1. Enseigner les fondamentaux avec les méthodes certifiées par l'Education nationale ?



2. Faire de l'apprentissage du français une grande cause nationale, notamment en instaurant un examen de français à l'entrée en 6^e, non pour un redoublement mais pour une remise à niveau pendant l'année de 6^e ?



3. Concevoir les programmes d'Histoire avec pour finalité la narration d'un récit national et la transmission d'un héritage commun ?



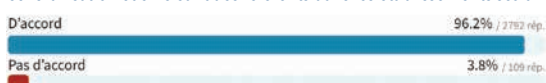
4. Ajouter une épreuve d'anglais au brevet des collèges ?



5. Renforcer la sécurité dans les écoles en permettant l'intervention des membres de la réserve civile de la police nationale aux abords et au sein des établissements sur demande du proviseur ?



6. Faire de la lutte contre le harcèlement scolaire une priorité de la politique éducative en menant de véritables campagnes de sensibilisation et en créant des référents dans les établissements scolaires ?



7. Mettre fin sans délai aux fonctions d'une personne qui, travaillant dans un établissement scolaire, serait en voie de radicalisation ou adhérerait manifestement à des thèses antirépublicaines ?



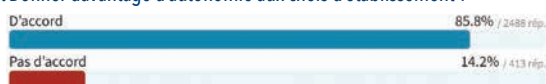
8. Interdire le voile des accompagnants scolaires ?



9. Assurer le respect de la laïcité dans les lieux d'enseignements de l'université ?



10. Donner davantage d'autonomie aux chefs d'établissement ?



11. Associer systématiquement les élus territoriaux à l'élaboration de la carte scolaire et à la gestion des établissements, y compris en cas de fermeture de classe et permettre aux élus locaux qui le souhaitent, d'expérimenter des politiques publiques de plus grande mixité sociale ?



12. Proposer des contrats de mission à durée déterminée aux enseignants pour qu'ils s'engagent dans une zone géographique prioritaire ou rurale ou encore en vue d'une tâche spécifique en contrepartie d'une meilleure rémunération ?



13. Proposer aux jeunes retraités de l'Éducation nationale d'assurer des cours de soutien auprès des élèves en difficulté ou de faire du tutorat aux élèves professeurs, sur le même modèle que le cumul emploi retraite des médecins ?



14. Mieux connecter les établissements scolaires (collège et lycée) et le monde professionnel en multipliant les échanges entre les élèves les acteurs économiques du territoire, en développant la pratique d'immersion des enseignants au sein des entreprises et en renforçant la présence des représentants des secteurs professionnels du territoire dans les lycées ?



15. Mettre fin au collège unique et permettre l'apprentissage dès 14 ans comme en Allemagne ?



16. Instaurer un dispositif "zéro charge patronale" pour tout recrutement d'un apprenti ?



17. Redonner aux régions le rôle de chef de file dans le pilotage de l'apprentissage ?



18. Renforcer l'alternance dans le cadre du cursus universitaire ?



19. Faire du critère de l'employabilité la priorité de l'enseignement supérieur en rendant systématique l'évaluation de l'insertion professionnelle des diplômés pour toutes les formations et en conditionnant l'ouverture et le maintien d'une formation diplômante lors du processus de contractualisation avec le ministère à des taux d'insertion professionnelle satisfaisantes ?



20. Associer des représentants des secteurs économiques du territoire aux conseils d'administration des unités de formation et de recherche (UFR) ?



21. Mettre en place 300 000 Jobs pour la Nation qui se substitueront provisoirement aux emplois détruits par la crise ?



22. Créer un dispositif d'accès au premier emploi pour les jeunes grâce à la prise en charge par l'État des six premiers mois de salaire ?



23. Créer un prêt bancaire spécifique pour les jeunes, garanti par l'État



NOS PROPOSITIONS



RECENTRER L'ÉCOLE SUR L'ENSEIGNEMENT DES FONDAMENTAUX

Enseigner les fondamentaux avec les méthodes certifiées par le ministre de l'Éducation nationale. Au cours de sa scolarité, en primaire, en mathématiques, un élève peut apprendre une même opération de plusieurs manières différentes, ce qui est une source de confusion. Il en est de même pour l'apprentissage de la lecture. Il paraît donc urgent de certifier les méthodes d'apprentissage des enseignements fondamentaux dans le cadre du cursus de formation des étudiants qui se destinent à l'enseignement.

Faire de l'apprentissage du français une grande cause nationale, notamment en instaurant un examen de français à l'entrée en 6^e, non pour un redoublement mais pour une remise à niveau pendant l'année de 6^e.

Concevoir les programmes d'Histoire avec pour finalité la narration d'un récit national et la transmission d'un héritage commun.

Ajouter une épreuve d'anglais au brevet des collèges.

Actuellement, le brevet des collèges comporte quatre épreuves écrites : le français, les mathématiques, l'histoire-géographie et les sciences ainsi qu'une épreuve orale sur un projet mené par l'élève lors de son cursus scolaire. Compte-tenu du faible niveau d'anglais des élèves français, de l'exigence désormais incontournable, dans le monde professionnel, de maîtrise de la langue anglaise, il apparaît judicieux d'ajouter une épreuve d'anglais lors de l'évaluation de fin de collège. Cela permettra de fixer des objectifs d'acquis et de garantir aux élèves d'arriver avec un socle de connaissances au lycée.



GARANTIR LA SÉCURITÉ ET LUTTER CONTRE LES ATTEINTES À LA LAÏCITÉ DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Renforcer la sécurité dans les écoles en permettant l'intervention des membres de la réserve civile de la police nationale aux abords et au sein des établissements sur demande du proviseur. Permettre l'installation d'alarmes anti-intrusion, de la vidéosurveillance à l'intérieur et aux abords des établissements scolaires, en coopération avec les services de la commune, également sur demande du proviseur.

Responsabiliser les parents afin de les impliquer dans le parcours éducatif de leurs enfants en prévoyant des sanctions, pouvant aller jusqu'à la suspension des allocations familiales, en cas de comportements nuisibles et répétés. La loi Ciotti de 2010 qui prévoyait un tel dispositif a été abrogée par la gauche en 2013. Elle avait permis, par un effet dissuasif indiscutable, de faire revenir à l'école des milliers d'enfants absentéistes.

Faire de la lutte contre le harcèlement scolaire une priorité de la politique éducative en menant de véritables campagnes de sensibilisation et en créant des professeurs référents dans les établissements scolaires pour permettre de repérer les cas de harcèlement le plus tôt possible.

Mettre fin sans délai aux fonctions d'une personne qui, travaillant dans un établissement scolaire, serait en voie de radicalisation ou adhérerait manifestement à des thèses antirépublicaines. Pour ce faire, nous proposons d'élargir le dispositif prévu à l'article L. 114-1 du code de la sécurité intérieure, permettant de procéder à une enquête administrative avant et après embauche pour les personnes occupant des emplois dans le domaine scolaire et périscolaire.

Conditionner la prise de fonction des personnels de l'éducation nationale à un serment d'adhésion aux valeurs de la République afin de donner une dimension légale et symbolique à la portée particulière des fonctions qu'ils exercent.

Rendre obligatoire pour tout le personnel scolaire une formation sur les enjeux de laïcité et les modalités de son enseignement. D'après un sondage de juin 2018, 74% des enseignants n'ont pas suivi de formation initiale sur la laïcité et 94% n'ont pas bénéficié d'une formation continue sur la laïcité.

Interdire le voile des accompagnants scolaires. Il faut considérer que les sorties scolaires se déroulent dans le cadre scolaire et doivent donc respecter les mêmes règles que celles de l'école.

Assurer le respect de la laïcité dans les lieux d'enseignements de l'université. Les salles de classe ne doivent pas pouvoir être mises à disposition pour une cérémonie religieuse. Les espaces dédiés aux cultes doivent se situer en dehors des lieux d'enseignement car ces derniers sont des espaces du service public.

Créer un référent pour signaler tout phénomène de radicalisation à l'université.

Conditionner le maintien dans les universités françaises des étudiants étrangers ayant un VISA à la participation aux travaux dirigés et aux travaux pratiques, où la présence est obligatoire.

GÉRER L'ÉCOLE AU PLUS PRÈS DES CITOYENS ET DONNER LES MÊMES CHANCES À TOUS LES ÉLÈVES

Donner davantage d'autonomie aux chefs d'établissement. Ces derniers doivent avoir la possibilité de décider de l'organisation des équipes éducatives et de la gestion quotidienne qu'ils souhaitent mettre en place dans leur établissement, mais aussi des stratégies et projets de terrain qu'ils développeront, en fonction des spécificités de leur établissement.

Associer systématiquement les élus territoriaux à l'élaboration de la carte scolaire et à la gestion des établissements, y compris en cas de fermeture de classe et inciter les élus locaux à expérimenter des politiques publiques de plus grande mixité sociale lors de l'établissement de la carte scolaire avec l'Éducation nationale.

Quadrupler le nombre d'internats d'excellence accueillant des élèves méritants des milieux modestes. Les internats d'excellence sont l'une des solutions les plus efficaces pour faire vivre la promesse de la République : quel que soit son milieu d'origine, on peut accomplir son destin par son effort et son mérite.



REVALORISER LE MÉTIER DES ENSEIGNANTS

Proposer des contrats de mission à durée déterminée aux enseignants pour qu'ils s'engagent dans une zone géographique prioritaire ou rurale ou encore en vue d'une tâche spécifique en contrepartie d'une meilleure rémunération.

Renforcer l'acquisition des compétences pratiques et de mise en situation dans la formation des enseignants et allonger les périodes d'alternance des élèves enseignants et les rendant obligatoires dès la première année de Master.

Proposer aux jeunes retraités de l'Éducation nationale d'assurer des cours de soutien auprès des élèves en difficulté ou de faire du tutorat aux élèves professeurs, sur le même modèle que le cumul emploi retraite des médecins.



RENFORCER LE LIEN ENTRE LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES ET LE MONDE DU TRAVAIL

Mieux connecter les établissements scolaires (collège et lycée) et le monde professionnel en multipliant les échanges entre les élèves et les acteurs économiques du territoire, en développant la pratique d'immersion des enseignants au sein des entreprises et en renforçant la présence des représentants des secteurs professionnels du territoire dans les lycées. Il paraît opportun de passer de deux à quatre le nombre des acteurs économiques au sein du Conseil d'administration des lycées professionnels et d'intégrer deux acteurs économiques du territoire au Conseil d'administration des lycées.



DÉVELOPPER L'APPRENTISSAGE ET L'ALTERNANCE

- **en mettant fin au collège unique et en permettant l'apprentissage dès 14 ans comme en Allemagne**
- **en instaurant un dispositif “zéro charge patronale” pour tout recrutement d'un apprenti.** Le gouvernement a mis en place, dans son plan de relance, une aide financière de 5 000 euros pour un apprenti de moins de 18 ans, et de 8 000 euros pour un apprenti majeur. Il est préférable de transformer ce dispositif en une exonération de charges pérenne.
- **en redonnant aux régions le rôle de chef de file dans le pilotage de l'apprentissage.**
- **en renforçant l'alternance dans le cadre du cursus universitaire.** A titre d'exemple, il est impossible de poursuivre un parcours en droit en alternance alors que l'expérience permet aux étudiants de mieux comprendre les enjeux pratiques juridiques et ainsi de mieux s'orienter en sortie d'études, dans le monde professionnel.



RÉFORMER L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Faire du critère de l'employabilité la priorité de l'enseignement supérieur en rendant systématique l'évaluation de l'insertion professionnelle des diplômés pour toutes les formations.

Conditionner l'ouverture et le maintien d'une formation diplômante lors du processus de contractualisation avec le ministère à des taux d'insertion professionnelle satisfaisants.

Associer des représentants des secteurs économiques du territoire aux conseils d'administration des unités de formation et de recherche (UFR). Actuellement les conseils d'administration des UFR peuvent compter jusqu'à sept membres extérieurs à l'université mais peu représentent les secteurs économiques. Il est nécessaire d'associer des représentants du monde des entreprises dans ces conseils d'administration ainsi que dans ceux des laboratoires de recherches afin de mieux prendre en compte les besoins économiques de recrutement et renforcer la compétitivité de la France dans la recherche.

Intégrer un module dédié à l'innovation et à l'entrepreneuriat dans l'enseignement supérieur, quelle que soit la formation.



LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ DES JEUNES ET LEUR FACILITER L'ACCÈS AU TRAVAIL

MESURE D'URGENCE

Mettre en place 300 000 Jobs pour la Nation qui se substitueront provisoirement aux emplois détruits par la crise. Ces 300 000 emplois, dédiés aux jeunes de 18 à 25 ans, seraient pris en charge par l'État au profit des collectivités territoriales, des associations d'utilité publique, etc.

MESURES À LONG TERME

Créer un dispositif d'accès au premier emploi pour les jeunes grâce à la prise en charge par l'État des six premiers mois de salaire, suivie d'une exonération totale de cotisations sociales de deux ans pour l'entreprise ou la structure qui embaucherait un jeune en CDI.

Ce dispositif serait financé par la réorientation du montant global des aides pour les jeunes dans le cadre du plan de relance (environ 6 milliards d'euros) qui sont dispersées et illisibles.

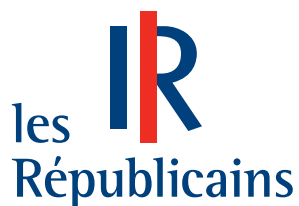
Créer un prêt bancaire spécifique pour les jeunes, garanti par l'État. Tout jeune Français de moins de 18 à 25 ans, qui a un projet professionnel, sera assuré d'avoir accès à 50 000 euros d'investissement personnel de réussite via un prêt bancaire, dont l'Etat serait garant. Il ne commencera à le rembourser que lorsqu'il aura un emploi fixe.

Intégrer la construction de logements étudiants dans le quota des logements sociaux pour en faire bénéficier des étudiants aux faibles revenus et **mieux faire connaître le dispositif VISALE** (Visa pour le Logement et l'Emploi) **à travers des campagnes de communication dédiées aux propriétaires.** La garantie VISALE est une caution locative accordée par Action Logement, qui garantit le paiement du loyer et des charges locatives au propriétaire en cas de défaillance de paiement.

Contacts :

Presse : servicedepresse@republicains.fr - 01.40.76.60.44

Etudes : forums@republicains.fr - 01.40.76.62.75



Retrouvez toute notre actualité sur
www.republicains.fr